

BUDGET FÉDÉRAL 2012

NOS FUTURS EN PÉRIL

APERÇU GÉNÉRAL

Le Budget 2012 introduit le 29 mars 2012 est le premier budget déposé par les conservateurs depuis qu'ils forment un gouvernement majoritaire. Le budget ne contient aucun nouvel investissement pour l'éducation postsecondaire. Il contient par contre de nombreuses mesures d'austérité qui réduiront de 5,2 milliards de dollars les dépenses du gouvernement fédéral. On s'attendait à ce qu'il y ait des mesures d'austérité depuis que le gouvernement fédéral a fait un examen stratégique en 2008 visant à imposer des réductions budgétaires de 10 pour cent dans l'ensemble des ministères du gouvernement.

Les jeunes et les étudiantes et étudiants sont les plus affectés par les pertes massives d'emplois et les coupures dans les programmes sociaux. Le budget 2012 modifie l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse de 65 à 67 ans, une mesure qui affecte toutes les Canadiennes et tous les Canadiens qui ont moins de 57 ans. Des coupures ont aussi été effectuées, par exemple, dans le programme de jeunes bénévoles Katimavik, qui sera éliminé, et dans le budget de la CBC anglophone, qui sera réduit de 115 millions de dollars. L'Office national du film est aussi confronté à une diminution de 6,7 millions de dollars.

FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

Les étudiantes et étudiants estiment que le financement de l'éducation postsecondaire a besoin d'être rétabli à son niveau d'avant 1992 afin de résoudre le manque de financement de 1,7 millions de dollars. Le budget ne contient aucune des augmentations requises pour régler les questions des hausses de frais de scolarité et du sous-financement chronique de l'éducation postsecondaire.

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES

Le budget n'apporte aucune aide aux étudiantes et étudiants aux prises avec de

lourdes dettes et des frais de scolarité en hausse. L'inaction du gouvernement est aggravée par la récente augmentation du plafonnement de l'endettement étudiant de 15 à 19 milliards de dollars, et par la diminution des rapports statistiques sur l'endettement étudiant. Alors que le Bureau de l'actuaire en chef avait auparavant pour mandat de fournir un rapport actuariel détaillant les demandes de prêts étudiants, le gouvernement ne produira désormais ce rapport qu'à tous les trois ans. En plus de permettre à l'endettement étudiant d'augmenter, le gouvernement supprime la capacité du public d'évaluer correctement l'efficacité des programmes fédéraux d'aide financière aux études.

FINANCEMENT DES AUTOCHTONES

Le budget ne répond pas aux besoins de financement des étudiantes et étudiants autochtones. Il laisse plutôt en place le plafonnement de deux pour cent imposé depuis 1996 au financement du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire (PAENP), la principale source de financement pour les étudiantes et étudiants autochtones. Affaires autochtones et Développement du Nord Canada a subi une coupure de 250 millions de dollars, ce qui aura sûrement un impact sur les communautés.

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE

Le budget cherche à transformer le Conseil national de recherches (CNR), l'agence gouvernementale de science et de recherches, en un centre de services pour l'industrie. Le CNR existe depuis 1916 pour effectuer de la recherche de base et a toujours été à l'avant plan de la recherche scientifique qui ont mené à des découvertes dans de nombreuses disciplines. Cependant, dans le cadre de la nouvelle proposition, le programme de recherche fondamentale du CNR sera éliminé et le Conseil sera « recentré » pour répondre aux besoins du secteur des affaires. Dans cette foulée, le CNR recevra 67 millions de dollars en 2012-2013 pour qu'il « réoriente ses activités vers

la recherche dirigée par l'entreprise et pertinente pour l'industrie ».

Les conseils subventionnaires fédéraux devront subir des coupures cette année plutôt que de recevoir de nouveaux fonds. Au cours des deux prochaines années, 37 millions de dollars seront prélevés des domaines à faible priorité pour être réaffectés à des programmes conçus pour appuyer les partenariats industrie-universités.

Bibliothèque et Archives Canada subira des coupures de 9,6 millions de dollars au cours des trois prochaines années, et le budget de Statistique Canada sera réduit de près de 34 millions de dollars d'ici 2014.

EMPLOIS ÉTUDIANTS

Au début de 2012, les étudiantes et étudiants ont appris que les Centres Service Canada pour les jeunes seront supprimés sous prétexte que les services en ligne seront améliorés. Ces Centres offraient aux jeunes des services d'embauche essentiels, et plus de 700 emplois saisonniers aux étudiantes et étudiants qui les administraient. La population étudiante a fortement réagi à ces fermetures et a réussi à attirer l'attention des médias à ce sujet.

Dans son budget, le gouvernement fédéral a répondu aux étudiantes et étudiants en octroyant un nouvel investissement de 50 millions sur deux ans à sa Stratégie emploi jeunesse. Cet investissement est une importante occasion pour les étudiantes et étudiants de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il rétablisse le financement des opportunités d'emplois saisonniers et des services d'embauches.

STRATÉGIE INTERNATIONALE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Le gouvernement a réitéré son intention d'attirer plus d'étudiantes et d'étudiants étrangers au pays. Dans son budget, le gouvernement fédéral s'est engagé à améliorer sa Stratégie internationale en matière d'éducation et à recueillir les recommandations d'un comité consultatif afin de développer plus de liens avec les établissements à l'échelle internationale. La Fédération a

récemment organisé un symposium sur les étudiantes et étudiants étrangers, en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, afin de présenter des recommandations au comité consultatif.

CONCLUSION

Le gouvernement conservateur a, une fois de plus, laissé tomber les étudiantes, les étudiants et leurs familles alors que les coûts des études universitaires et collégiales continuent d'augmenter et que la crise de l'endettement étudiant s'aggrave. L'inaction du gouvernement dans le financement de l'éducation postsecondaire signifie que la qualité des établissements publics continue de se détériorer et que l'éducation demeurera inaccessible pour un nombre croissant de jeunes et de sans emploi canadiens. Le gouvernement a instauré des mesures d'austérité, incluant la mise à pied de dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs de la fonction publique, tout en maintenant les allègements fiscaux pour les entreprises. Ces mesures contribueront à la diminution de la qualité des programmes sociaux. Le gouvernement a effectivement équilibré le budget, au détriment des jeunes, des personnes âgées et des travailleuses et travailleurs.

En combinant le sous-financement continu de l'éducation postsecondaire à des coupures dans la sécurité de la vieillesse, ce budget crée un avenir sombre pour la jeunesse canadienne. Les jeunes, qui sont déjà aux prises avec des dettes d'études élevées, de maigres opportunités d'emploi et une baisse généralisée des salaires, devront désormais travailler plus longtemps. Ils seront la première génération à être dans une situation pire que la précédente.

AUTRES RESSOURCES :

Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral, Centre canadien de politiques alternatives, février 2012 <http://www.policyalternatives.ca/projects/alternative-federal-budget>

Analyse du budget fédéral, Congrès du travail du Canada <http://www.congresdutravail.ca/salle-des-nouvelles/publications/analyse-du-budget-f-d-ral-2012-par-le-ctc>